

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 5 JUILLET 1977
N° 490 1,70 F

Commission Paritaire 56 942
..

La gauche et le syndicalisme
agricole

LA STRATÉGIE DU PS :
AMASSER LES VOIX

P. 6

PLUSIEURS MILLIERS DE PERSONNES
A GOLFECH (TARN ET GARONNE)

Préparation de la marche sur Malville

ETE NUCLEAIRE: C'EST PARTI

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté ce week-end à Golfech (dans le Tarn et Garonne) pour protester contre le projet d'implantation d'une centrale nucléaire. En juin 1975, un référendum organisé par les maires des cantons de Valence d'Agen et d'Auvillar avait donné 84% de «non à la centrale». Kermesse, débats et marche sur le site composaient le programme de la fête populaire de Golfech, en rappelant l'accident de Pierrelatte, les organisateurs ont dénoncé les dangers du programme nucléaire gouvernemental.

Le mois de juillet, mois de rassemblement contre ce programme, a donc bien commencé. A la fin du mois, le rassemblement de Creys-Malville sera un des temps forts de l'été. A Grenoble, la marche est préparée activement par les Comités Malville, malgré les obstacles soulevés par la bourgeoisie: campagne de presse orchestrée par le *Dauphiné Libéré*, attentats fascistes, mais aussi manœuvres de la municipalité socialiste pour diviser et réprimer le mouvement.

LES VACANCES EN QUESTION

Comme chaque année la cent le grand départ, la radio, la télévision annon-

cent le grand départ, la grande migration vers les plages

Mais la période des congés, c'est d'abord pour les travailleurs un moment de repos et de détente indispensable après 11 mois d'exploitation.

Pour la bourgeoisie c'est un moyen non négligeable de faire des bénéfices et de développer un discours démagogique sur cette période «privilegiée» où les différences de classe s'estomperaient face à la mer ou à la campagne.

Entre le discours de la bourgeoisie et la réalité, la distance est grande. Le *Quotidien du Peuple* ouvre le dossier.

LIRE NOTRE ARTICLE
EN PAGE 8

- Politique contractuelle : opération de division p. 2
- Grenoble : contribution au «Manifeste pour le Socialisme» p.2
- Offensives du PS contre les comités Malville p. 4
- Vézénobres (Gard) : Non à l'extension de l'aérodrome d'Ales-Deaux p. 4
- O.U.A. : les débats continuent p. 5
- Liban : des nouvelles du Sud p. 5



Mgr LEFEBVRE

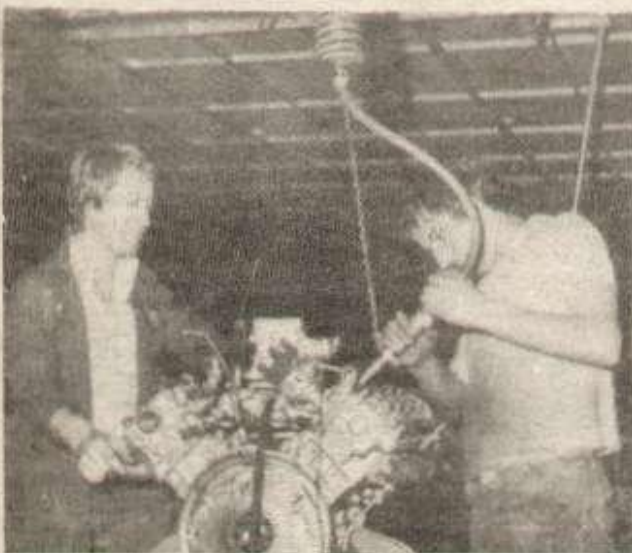
«Il faut que l'Église
soit réactionnaire»

Le Front Polisario attaque Nouakchott

LIRE NOTRE ARTICLE EN PAGE 5

RENAULT - DOUAI

UN OUVRIER TUÉ DANS L'USINE MODÈLE DE MONSIEUR STOLÉRU



Joël Vampeperstaete, ouvrier cariste est mort, écrasé par une plateforme de béton de 6 tonnes, à l'usine Renault de Douai dans le Nord. C'est cette usine que Stoléru avait choisi, comme laboratoire d'expérimentation de la «revalorisation du travail manuel», il y a un an.

La continuation de l'exploitation à outrance sous des formes différentes: voilà la réalité de la «réforme de l'entreprise» qu'a payé de sa vie Joël Vampeperstaete.

Crédit Lyonnais
(Paris-Lyon)

Les employés en lutte sur la prime de 1 500 F

Contre
«l'information» :
déqualification,
chômage et
salaires rognés

(LIRE NOTRE ARTICLE
EN P. 3)

OPEP :
DÉCISION OFFICIELLE
D'UN PRIX UNIQUE
DU PÉTROLE

L'unité se renforce

L'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis ont décidé officiellement d'augmenter le prix de leurs pétroles de 5%. Neuf autres pays avaient renoncé à la hausse prévue pour juillet. Ainsi l'ensemble des pays producteurs de pétrole auront un prix unique. C'est unifiés que les pays de l'OPEP se retrouveront au cours de leur réunion de juillet.

POLITIQUE

Saint-Malo : Le torchon brûle à la mairie de gauche

Un nouvel accrochage entre le PCF et le PS vient d'avoir lieu au sein de la municipalité d'Union de la gauche de Saint-Malo. Cette municipalité, à dominante PS, a déjà fait beaucoup parler d'elle. Une de ses premières mesures avait été d'augmenter les impôts de 60%. A cette occasion, le PCF, bien qu'ayant participé à l'élaboration du budget, refuse de le voter : premier accrochage.

A la dernière séance, nouvel affrontement : une adjointe PCF devant, pour des raisons professionnelles, démissionner, le PCF présente un remplaçant «conformément à l'accord conclu avant les élections». Le PS, estimant que l'adjointe démissionnaire n'avait pas jusqu'ici rempli ses fonctions, refuse de voter pour le candidat du PCF. Les radicaux de gauche, tout en acceptant de voter pour lui, expriment cependant le sentiment que «depuis le début du mandat, le PCF veut faire cavalier seul».

Suite au refus du PS, les élus du PCF ont alors quitté la salle du conseil en clamant bien haut leur indignation et en lançant cet avertissement : «Au cas où M. Lohat n'aurait pas toutes les voix du conseil municipal, nous ne saurions continuer à siéger à cette municipalité».

Correspondant

Chatelleraut : le PS battu aux cantonales

Pierre Abelin, dirigeant centriste de la Vienne, venant de disparaître, deux élections ont eu lieu successivement pour le remplacer à ses postes de conseiller municipal et de conseiller général. La semaine dernière, le deuxième tour des élections municipales avait donné lieu à des protestations du PCF. Celui-ci reprochait au PS de n'avoir pas fait voter pour son candidat, Fromenteil, qui n'avait pas fait le plein des voix de gauche du premier tour.

Cette semaine, c'est le tour de la candidate socialiste, Edith Cresson, d'avoir été battue aux cantonales, lors du deuxième tour. Mathématiquement, l'addition des voix de la gauche au premier tour donnait 3 421. Elle en a obtenu 3 397 hier. Cependant, le fils de l'ancien conseiller a gagné près de 600 voix entre les deux tours, et la devance nettement avec 3 839 voix. On peut cependant se demander si la discipline de vote a joué à plein à gauche, un candidat écologiste ayant obtenu au premier tour 131 suffrages, dont certains ont dû se reporter sur la représentante du PS.

Au premier tour, on avait noté un certain tassement des voix de la gauche : 0,19 % de moins pour le PS, mais surtout 1,25 % de moins pour le PCF.

C'est aujourd'hui au tour de la section PS de Chatelleraut de protester : «La section locale du PC n'a pas agi de manière à assurer le report total des voix communistes sur le candidat du PS» assure-t-elle. C'est un prêt pour un rendu. Néanmoins, aujourd'hui L'Humanité s'étonne d'un air candide : Fromenteil s'est bien désisté entre les deux tours pour le candidat du PS, dont les critiques ne sont donc pas fondées. Reste que les chiffres sont là pour témoigner du contraire.

Deux autres élections cantonales ont eu lieu au cours du week-end. C'est le candidat RPR qui a été élu au premier tour à Molsheim (Bas-Rhin). Un candidat «sans étiquette» est passé à Cremieux (Isère).

Ils se hâtent lentement

A Europe N° 1, Paul Laurent, dirigeant du PCF, est revenu sur la renégociation du programme commun. Selon lui, «l'expérience est en train de montrer qu'il faut du temps et qu'il faut travailler sérieusement». Effectivement, le PCF qui a visiblement décidé de faire trainer les choses, semble y parvenir assez bien. Il faudra cependant juger au résultat définitif des textes adoptés le rapport de forces que Marchais est arrivé à réaliser à cette occasion. Il risque en fin de compte d'obtenir des résultats assez minces.

Ambiguïtés tous azimuts

Après les récentes déclarations de Barre sur les questions de défense, Henu, qui passe au parti socialiste pour un spécialiste de ces questions, a estimé que le premier ministre était en contradiction dans ce domaine avec le président de la République. Selon lui, Barre serait plus «gaullien», et plus attaché à «l'indépendance nationale». Pourtant, au camp de Mailly, le premier ministre avait confirmé les propos de Giscard sur la «bataille de l'avant» où l'armée française se trouverait engagée aux côtés de ses alliés atlantiques, sans qu'une menace directe de l'URSS sur la France soit confirmée.

Politique contractuelle

OPERATION DIVISION



La «politique contractuelle» revient à nouveau sur le tapis, avec les négociations salariales qui doivent s'engager cette semaine à la RATP et à l'EGF. Bergeron, secrétaire du syndicat «Force ouvrière», récemment reçu par Barre, a donné par avance son accord à cette tentative pour relancer une pratique de collaboration de classe.

Pour le gouvernement, il s'agit de briser le fragile front syndical qui s'était ébauché lors de la grève du 24 mai. Force ouvrière, mais aussi la CFTC et plusieurs syndicats autonomes sont prêts à entrer dans le jeu. Même si, dans les circonstances actuelles, les tentatives du gouvernement pour mettre en place une politique contractuelle sur une grande échelle sont par avance vouées à l'échec, Barre, en dépit de son plan d'austérité, est prêt à lâcher du lest, pour ramener FO dans le giron de la majorité. Ce sera chose facile. FO, dont les directives patronales soutiennent ouvertement et favorisent l'implantation dans les entreprises, juge «démagogique» l'attitude qui consiste à prôner

aujourd'hui la lutte revendicative. S'attachant à se donner le visage de l'indépendance vis-à-vis de tout gouvernement, elle se prête en fait à la collaboration ouverte avec le gouvernement en place. Pour elle, il s'agit avant de s'attacher au «contenu des accords» et Bergeron déclarait récemment que le plan Barre fournissait des garanties suffisantes de redressement économique pour que l'on puisse faire confiance au premier ministre lorsque celui-ci garantissait une «certaine progression» du pouvoir d'achat.

Savant discours sous lequel FO s'efforce de masquer qu'elle ne constitue rien de plus qu'un appendice du gouvernement actuel, de même qu'elle serait prête à collaborer de la même façon avec un gouvernement de gauche. En même temps, ce discours sert aux dirigeants de FO à réaliser une opération visant à rassurer ses militants membres du RPR effrayés par l'attitude qu'elle a adoptée lors du 24 mai, et à lancer à ceux qui ont des sympathies pour le CERES l'avertissement qu'elle n'ira pas plus loin.

Grenoble

Contribution au Manifeste

Le 25 juin, s'est tenu le rassemblement populaire pour le Socialisme de Grenoble. Par la participation (350 personnes), le caractère populaire, la réflexion politique, dans les débats autour des stands, c'est un incontestable succès. Nous vous envoyons une correspondance sur le débat qui s'est mené à propos de l'énergie nucléaire.

Alors que se prépare la grande mobilisation du 30 et 31 juillet contre la construction du surrégénérateur de Creys-Malville, un débat sur le nucléaire ouvrait le rassemblement animé par un camarade du PCR, entouré d'un représentant du CUSGPAN (Comité Universitaire et Scientifique de Grenoble pour l'Arrêt du Programme Nucléaire), d'un représentant des comités Malville et d'un camarade allemand qui a participé à la lutte contre la centrale de Brokdorf.

Le débat a d'abord porté sur la place des ouvriers dans la lutte contre la construction des centrales. Le camarade de Brokdorf indiquait que le syndicat du bâtiment avait organisé une

manifestation de 2 000 à 3 000 ouvriers pendant la lutte qui s'était déroulée à Brokdorf. Le syndicat exigeait la construction de la centrale au nom de la lutte contre le chômage. «Chez nous, le problème n'est pas si aiguë bien qu'il n'y ait pas encore beaucoup d'ouvriers dans les comités Malville, nous faisons des efforts dans ce sens, les résultats commencent à se faire jour». De la salle, un syndicaliste de Progil, membre des comités, indiquait comment la section CFDT s'était mobilisée contre Superphœnix.

Plusieurs interventions ont relié les choix énergétiques au choix de société. Quelle indépendance, comment produire de l'énergie autre que nucléaire, l'avenir de celle-ci, qui décide ? Compter sur ses propres forces, c'est un des principes à mettre en vigueur sous le socialisme : charbon, géothermie. Construire des milliers de barrages au fil de l'eau, c'est impensable aujourd'hui, la mobilisation de masse peut le permettre. Le camarade du CUSGPAN précisait : «Aujourd'hui l'énergie est produite, non en

fonction des besoins, mais du profit, d'où les gaspillages massifs. Les experts bourgeois envisagent une progression annuelle des besoins énergétiques de 10%. Mais on sait qu'une telle progression n'améliorera en aucune façon les conditions de vie des masses populaires. Il faut refuser cette logique. Bien entendu il n'est aucunement question de tomber dans la théorie réactionnaire de la croissance zéro. Dans un régime socialiste, la production part des besoins des masses populaires. Il faudra repenser, refondre l'appareil de production pour fabriquer des objets utiles et non des gadgets, du matériel durable au lieu de matériel fait pour s'user le plus vite possible.»

«Mais qui fera le choix dans un tel régime où les travailleurs ont véritablement

le pouvoir ? Des scientifiques, comme aujourd'hui, à la différence qu'ils seront révolutionnaires et qu'ils garantiront une sécurité de fonctionnement bien réelle ? Nous ne le pensons pas. D'ailleurs on peut penser que ces scientifiques seront eux-mêmes divisés quant aux propositions à faire pour assurer l'approvisionnement en énergie. Sur ce sujet, comme sur toutes les affaires de la société, ce seront les travailleurs, organisés dans leurs entreprises, leurs quartiers, leurs villages, qui décideront en toute connaissance de cause. Le rôle des scientifiques sera entre autres de fournir aux masses les éléments, mêmes contradictoires, pour faire ces choix», affirmait le camarade du PCR. Le débat s'est conclu par un appel à se joindre, au rassemblement des 30 et 31 juillet.

Correspondant

Faites connaître le Quotidien du Peuple

Souscrivez pour les 10 millions

LUTTES OUVRIÈRES

Crédit Lyonnais (Paris Lyon)

LES EMPLOYÉS EN LUTTE POUR LA PRIME DE 1 500 FRANCS

**Contre «l'informatisation» :
déqualification, chômage et salaires rognés**

Le combat engagé par les employés du Crédit Lyonnais, bien qu'une de leurs revendications — maintien d'une prime annuelle de 1 500 francs — soit différente, a la même signification que le mouvement des employés du centre BNP Barbès, il y a trois mois. Les employés de la BNP, on s'en souvient, luttèrent contre «l'informatisation», autrement dit contre l'automatisation de multiples tâches que la BNP envisage de confier à un centre unique, à Marne-la-Vallée. Cette informatisation, partie intégrante de ce qu'on appelle le «plan informatique» a bien sûr, pour conséquence, la rationalisation du travail de milliers d'employés, donc le chômage pour certains, la déqualification accélérée pour les autres.

Au Crédit Lyonnais, les choses sont quelque peu «différentes» dans la mesure où ce processus de déqualification est beaucoup plus avancé : en effet, un centre informatique (Limeil Brévannes) existe déjà, relié directement par un terminal aux agences de la région parisienne, effectuant déjà de multiples opérations. La lutte n'en est donc que plus urgente et nécessaire ! C'est pour cela que les employés exigent l'amélioration de leurs conditions de travail, c'est-à-dire entre autre, l'embauche de personnel. Une revendication qui refuse la logique que veut imposer les banquiers : arrêt de

A la suite de leurs camarades de Rillieux, dans le Rhône, en grève depuis 15 jours, ce sont maintenant depuis mercredi dernier, les employés de deux autres centres du Crédit Lyonnais, dans la région parisienne qui ont arrêté totalement et pour une durée indéterminée le travail : ceux du centre informatique de Limeil-Brévannes dans le Val-de-Marne et ceux du centre de la rue Grétry, à Paris.

l'embauche, suppressions de postes.

Mais les employés du Crédit Lyonnais luttent aussi contre un autre aspect de ce processus de rentabilisation : la suppression des avantages acquis, aspect que les consignes de Barre n'ont fait qu'accélérer : jusqu'ici, les employés des banques recevaient annuel-

lement, une prime de 1 500 F. Sa suppression n'est pas sans rappeler le cas de la Caisse d'Épargne de Paris. Déqualification, dégradation des conditions de travail, rognage des salaires : telles sont les conséquences de la crise qui touche l'ensemble des employés mais qu'ils refusent de payer ! Ce n'est pas un

hasard si, vendredi, lors de la manifestation organisée devant le siège de l'Association Française des Banques, où se tenait la commission paritaire, on retrouvait dans cette action de 3 000 employés, aux côtés de ceux du Crédit Lyonnais, ceux de la BNP et de la Société Générale.

Comble de mépris, les banquiers proposeront en «remplacement» de la prime, une augmentation de 2,3% (!) suggérant en outre de reporter la discussion sur la progression du pouvoir d'achat en octobre !

Richard FEUILLET



Contre la dégradation des conditions de travail et les salaires, les employés de Billieux (Rhône) comme des filiales d'employés engageaient déjà la lutte en 74.

Foyers SONACOTRA

Dans l'Essonne, le préfet contraint de supprimer une circulaire scélérate

Il y a quelques semaines, à la demande de la direction de la Sonacotra, le préfet de l'Essonne, éditait une circulaire formulant l'obligation pour les résidents des foyers Sonacotra de ce département, de posséder un document intitulé «bon de participation» sous peine de ne pas se voir renouveler la carte de séjour, donc d'être expulsés. Bien évidemment, la condition pour obtenir ce papier était le paiement du loyer, alors que depuis deux ans, les résidents sont en lutte pour la baisse de celui-ci !

La manœuvre était claire : par l'intimidation, obliger dans un premier temps, les résidents du département de l'Essonne, à cesser le mouvement. En cas de réussite, une telle mesure aurait sans nul doute été rapidement appliquée dans d'autres dé-

partements, les uns après les autres.

Le ferme refus des travailleurs concernés de céder à ces menaces, vient d'obliger la direction de la Sonacotra à un premier recul : l'obtention de la carte de séjour n'est plus conditionnée par la possession du «bon de participation» mais seulement par le certificat de résidence. En outre, celui-ci ne sera plus délivré par les gérants, mais par les maires, ce qui est important. Le PCF, encore lui, entend se servir de ce recul pour faire cesser la grève tout du moins dans le département de l'Essonne, en prétendant qu'il est important et «oublié» les revendications à l'origine de la grève ! Piètre tentative !

Mais des menaces graves pèsent sur les résidents : des bruits laissent entendre

que la direction de la rentrée, des chambres à Sonacotra refuserait d'accueillir plusieurs résidents ! La vigilance s'impose !

Augmentation de 6 % des loyers Tentative de récupération du PCF

Le PCF ne manque pas de toupet : signalant (dans une brève et avec trois jours de retard soit dit en passant), la décision provocatrice de la direction de la Sonacotra d'augmenter le prix de la journée dans ses foyers de 6,5 %, le PCF ajoute que contre cette décision «l'action est d'ailleurs déjà entamée» par lui (!), «Le PCF fait signer des pétitions demandant que la hausse soit prise en charge par le patronat» !

Après avoir craché pendant des mois sur la lutte, après avoir traité le comité de coordination «d'extérieur au mouvement ouvrier», après avoir tenté de saboter cette lutte, en pratiquant la division, en signant des accords-bidon dans quelques foyers, voilà que ces messieurs tentent de récupérer la lutte des résidents des foyers SONACOTRA !

Dehors, messieurs du PCF ! Vos manœuvres sans nom d'aujourd'hui comme celles d'hier, seront rejetées par les travailleurs !

A propos d'un article de *L'Humanité*, «records pulvérisés chez Renault»

Une idée du capitalisme d'Etat

Les nationalisations : un thème fort discuté ces temps-ci : on sait que le PCF dans le cadre de la réactualisation du Programme commun propose d'en rajouter quelques-unes en sus de celles inscrites en 72, lors de la signature du dit accord. Pendant un temps, il présentait Renault comme l'entreprise type en la matière, puis par périodes comme aujourd'hui les luttes chez Renault contre les conditions de travail aidant, il réaffirme sa thèse de la nationalisation «détournée de ses objectifs par la droite». Un article paru dans *L'Humanité* remet les choses à leur place.

Dans cet article intitulé «records pulvérisés chez Renault», le PCF s'extasie devant le succès de l'entreprise «production, chiffres d'affaires, profits, la Régie Renault a pulvérisé en 76, ses records précédents réalisés en 74... Le chiffre d'affaires de la Régie est passé de 18,3 milliards de francs lourds en 1975, à 25,8 milliards en 1976, soit une augmentation de 41%... Les profits ont suivi le mouvement ; autant qu'on puisse en juger d'après les chiffres fournis, ils tournent ou dépassent les trois milliards de francs lourds».

Ce que se garde bien de dire le PCF, c'est comment ont été obtenus ces profits ! Ou plutôt, si, il donne une première explication, pudiquement en trois lignes : «Il est évident que la masse salariale n'a pas connu le même emballement», pour reconnaître même que le pouvoir d'achat des travailleurs a baissé de 3% en moyenne (un minimum !) depuis 76, sans plus de commentaires...

Ceci pour voler aussitôt au secours de la Régie, et de se plaindre «du coup d'arrêt à la reprise... d'autant plus certain que les prix continuent à augmenter : il est prévu 5,5 % pour cette année». Les quelques mots sur les bas salaires sont de pure forme, car d'ici à affirmer que les ouvriers de Renault avec leur lutte pour de meilleurs salaires sont la cause de l'augmentation du prix des voitures, il n'y a qu'un pas. D'ailleurs, le PCF, pour ne prendre que la période récente, ne s'est-il pas fait fort à maintes reprises de casser les luttes sur la question ? Celle des ouvriers du ferrage en janvier 77 en est un exemple.

Le PCF s'extasie aussi devant la capacité de Renault à faire face à la concurrence étrangère, bref,

devant le succès de ses ventes à l'exportation : «20 milliards ont été réalisés à l'extérieur des frontières... La Régie nationale reste le premier constructeur européen».

Plus encore que sur la question des salaires, le PCF fait le silence complet sur la seconde raison de ce succès : l'augmentation démentielle de la productivité, la hausse des cadences. Là encore, en fait, le PCF est beaucoup plus préoccupé de casser les luttes sur les conditions de travail : grève des peintres en 76, des fondeurs en avril 76.

A chaque fois, le PCF tentera de convaincre les travailleurs de cesser leur mouvement, au nom de «l'intérêt national». «Au-delà de leurs propres intérêts, les travailleurs défendent l'intérêt national» affirmait-il lors de la grève des fondeurs en 76.

Quel intérêt national ? L'intérêt de l'impérialisme français en fait. Le cas de Renault : une brillante illustration du projet de capitalisme d'Etat du PCF avec lequel il compte encore plus qu'aujourd'hui, dans les entreprises nationalisées, appeler les travailleurs à retrousser les manches pour maintenir «Renault, premier exportateur européen».

Nul doute que quand les travailleurs de Renault engageront des luttes, ils seront accusés de saboter l'économie nationale et de faire le jeu de la droite. Voilà un projet que de nombreux travailleurs remettent déjà en cause partiellement : de par leurs luttes, par le refus d'une partie d'entre eux, aux dernières élections professionnelles de Flins, Billancourt, de donner leurs voix aux révisionnistes ayant la haute main sur le syndicat CGT.

R. F.

Plus la crise s'aggrave,
plus la classe ouvrière
a besoin de son Quotidien
Souscrivez pour les 10 millions

INFORMATIONS GÉNÉRALES

A.E.E. licenciements annulés

Les employés de l'A.E.E. (Association pour l'enseignement des étrangers) qui occupaient le siège central à Paris ont obtenu l'annulation des 87 licenciements prévus et la reconduction des contrats temporaires à la rentrée de septembre et le paiement à 50% des 31 jours de grève.

L'occupation de l'A.E.E. a été immédiatement interrompue après cette victoire. Mais ce succès reste précaire car le gouvernement n'a pas renoncé à son projet de restructuration de l'A.E.E., c'est-à-dire à son démantèlement.

Mgr Lefebvre : «Il faut que l'Église soit réactionnaire»

Dimanche, Mgr Lefebvre assistait à Nice à la première messe d'un des séminaristes qu'il a récemment ordonnés. Cette messe se tenait dans un des lieux saints de la Côte : le casino «Le Palais de la Méditerranée». Auparavant, il avait bien voulu préciser au *Quotidien de Paris* sa vision de «l'ordre social» tel qu'il le prêche. «Il suppose que l'État reconnaisse dans sa Constitution une seule religion : la religion d'État». Le malheur, c'est que la satanique Révolution de 1789 a mis fin à la religion d'État. Et que le pape «libéral incohérent» coupable d'embrasser trop souvent francs-maçons et communistes, ne paraissent pas souhaiter revenir deux siècles en arrière. Pour Mgr Lefebvre au contraire «il faut que l'Église et la société soient réactionnaires». Diable !

Congrès du SNI : dans l'attente de 1978

Le congrès du SNI (Syndicat national des Instituteurs) s'est achevé ce week-end. Dominé par les prochaines échéances électorales, ce congrès a débouché sur des décisions d'attente.

La réforme Haby tient peu de place dans la résolution finale : le SNI affirme son intention de ne pas l'appliquer ; pas question de grève, toutefois ; la résistance passive, en quelque sorte. Même modération en ce qui concerne la «laïcité» : la loi Guerneur (soutien à l'enseignement privé) a été dénoncée mais contre elle, ce ne sera pas la mobilisation générale : simplement une campagne d'information à la rentrée. La tendance Unité et Action, animée par le PCF, a été la plus modérée sur ce sujet, mais s'est voulu «combative» sur les autres revendications. Les joutes oratoires avec la tendance majoritaire Union, Indépendance, Démocratie (proche du PS) n'ont conduit à aucun moment à une rupture qu'aucune tendance ne souhaite, si près de 78. L'élection de la direction a vu un certain renforcement de la tendance UID, dont le leader Guy Georges a été réélu secrétaire général du SNI.

Demande de mise en liberté provisoire pour Aristy

L'enquête sur le rapt de Revelli-Beaumont est dans l'impasse. La police italienne a interpellé deux hommes à Gênes, un homme de confiance de la Fiat et un employé d'une banque zurichoise qui semble-t-il préparaient la remise de la rançon. Hector Aristy devait être à nouveau entendu hier par la police, son avocat a déposé une demande de mise en liberté provisoire.

Consommateurs de crédit giscardien

Les associations de consommateurs dénoncent l'attribution de subventions une association de consommateurs bidon, l'UNJC, émanation de GSL, les jeunes giscardiens. Cette pseudo association de consommateurs a son siège dans les mêmes locaux que le PR et répond au même numéro de téléphone. Façon habile pour les giscardiens de récolter des fonds publics pour financer leur propagande.

Vézénobres (Gard)

NON A L'EXTENSION DE L'AÉRODROME D'ALÈS-DEAUX

Le projet date de 1971. Comme d'habitude, les habitants n'ont pas eu voix au chapitre. Lors de l'enquête d'utilité publique (décembre 1971) les dimensions exactes de l'aéroport ne sont pas précisées : l'avant-projet du plan masse ne sera publié qu'en novembre 1972. D'ailleurs la chambre de Commerce et d'Industrie d'Alès a largement devancé le décret d'utilité publique (1973) puisqu'elle a fait entamer les travaux dès 1971 ! Au départ il n'est pas question d'extension : le préfet en fait du moins la promesse... Un an après, le projet déposé mentionne l'agrandissement. Il n'est alors pas question de Canadairs.

Officiellement, l'extension se justifierait par son «utilité économique» : il augmenterait la fréquentation des avions des hommes d'affaires. Point de vue que ne semble pas partager la Délégation à l'Aménagement du Territoire (Datar) puisqu'elle refuse de prendre en charge la moitié des frais d'extension, soit 1 600 000 F sur les 3 190 000 F. D'où une charge financière écrasante pour les communes et leurs contribuables.

D'autant que l'intention récente d'aménager l'aéroport pour les Canadairs va coûter 2 450 000 F pour l'aménagement de la piste sans compter les frais du sondage nécessaire à l'alimentation en eau. En effet, il n'y a pas de plan d'eau où

Vezenobres, village des Cévennes est en colère. Ce site classé est menacé par le projet d'extension de l'aéroport voisin d'Alès-Deaux. Les habitants ne veulent pas voir leur commune défigurée, ni payer cher pour un aéroport qui risque de servir surtout à l'armée. Pour tenter d'affaiblir la mobilisation, la préfecture affirme aujourd'hui que l'extension sera aménagée pour les Canadairs, avions-citernes utilisés dans la lutte contre les incendies de forêts.



pourraient s'approvisionner les Canadairs. Le sondage permettra sans doute d'atteindre une nappe située à moins 120 mètres. Mais cette nappe communique avec celle du Gardon où se trouve le captage actuel d'eau potable. D'où un risque de modification de la circulation des eaux souterraines et de pollution par le Gardon en cas d'été sec.

Sans compter que dans cette région assez pauvre en eau, c'est de l'eau potable qui servirait à éteindre les feux de forêts !

CANADAIRS = ALIBI

Enfin, les Canadairs qui disposent déjà de la retenue de Valabrègues sur le Rhône, du lac de Salagou près de Lodève et des aéroports

aménagés de Nîmes-Garons et Aubenas couvriraient mieux l'Ouest de l'Aigoual, à partir de Florac ou Millau, où l'aménagement serait plus facile. Cette histoire des Canadairs apparaît finalement comme une justification de l'extension : le projet «Canadair» n'a vu le jour que deux mois après la fin de l'enquête d'utilité publique sur l'extension.

On peut en fin de compte s'interroger sur les destinées réelles de ce projet qui amène la piste très près des maisons : un schéma régional d'aménagement des transports donne à penser que des «détournements» d'avions militaires pourraient se faire vers 1980 sur cet aéroport...

L'opposition des habitants à l'extension est grande : une pétition a été signée par 98% d'entre eux. Le 20 juin le préfet en visite (la première depuis 30 ans) s'est heurté à un «comité d'accueil» avec banderoles et panneaux : «Canadairs = alibi, pas d'avions militaires sur le plateau», «Vézénobres, site escagassé» (site abimé), «Volem viure al país».

Le chantier étant déjà commencé, l'administration ne cédera sans doute pas facilement. Aussi la lutte doit-elle s'élargir aux communes voisines elles aussi concernées : Deaux, Saint-Hilaire de Brathmas et Méjannes-les-Alès.

Claude ANCHER

OFFENSIVE DU PS CONTRE LES COMITÉS MALVILLE

C'est une véritable campagne de délation qui est menée aujourd'hui à l'encontre des comités Malville. Campagne de presse, offensive de la municipalité de Grenoble, tentative par le PS de s'installer à la tête de la lutte contre superphénix. Tel est le lot des comités, et pour couronner le tout, il y a les attentats fascistes (contre la Bourse du travail et la réunion d'un comité Malville).

Le «Dauphiné Libéré» participe largement à cette campagne. Selon lui, il existe deux sortes d'opposants à la réalisation du super-générateur superphénix.

Les premiers sont, pour le «Dauphiné Libéré», ceux qui feront «sauter» le site de Creys-Malville, lors du rassemblement du 30 juillet. C'est aux comités Malville que le journal prête allègrement ses intentions nihilistes, essayant effrontément de faire passer les membres de ces comités pour des irresponsables et des fous dangereux.

Les seconds, sont les syndicats et les partis politiques qui réclament une autre politique énergétique définie «après un large débat démocratique». Ces déclarations du «Dauphiné Libéré» venaient après la manifestation du 29 juillet contre la réalisation de superphénix. Lors de la préparation de cette manifestation, la volonté avait fait jour chez des militants du PS dans la CFDT d'imposer la CFDT à la tête de la lutte contre superphénix. Cette volonté s'est traduite par un véritable diktat pour la manifestation du 29. Diktat qui s'est traduit par une manifestation séparée. Le PS tente de s'implanter à la tête de la lutte pour écarter tout véritable débat.

Cette volonté d'écarter le débat est bien plus évidente encore, quand on sait que des membres de la commission énergie du PS ont des places de choix à EDF : Courbey, Lacoste, tous deux adjoints de Boiteux (patron d'EDF), Biennu, directeur-adjoint des «études et recherches»... On le voit, le PS n'a pas oublié de se placer pour 1978. Offensive des journaux, du PS, mais aussi de la municipalité.

Le jeudi 30 juin, la municipalité de Grenoble a coupé le courant chez les oppo-

sants à superphénix. Ceux-ci ayant prélevé 15% de leur facture d'électricité, refusant de financer le programme nucléaire français. La municipalité socialiste a pris cette décision au lendemain de la manifestation du 29 juin à laquelle participait aussi le PS.

Ainsi, au moment où les comités Malville subissent attentat fasciste et tracasseries policières, perquisitions et inculpations, cette répression qui s'ajoute aux autres, est particulièrement scandaleuse.

Pour approfondir son travail,
10 millions pour le Quotidien du Peuple

INTERNATIONAL

Mauritanie

LE POLISARIO ATTAQUE NOUAKCHOTT

Dimanche soir, le Front Polisario a lancé une attaque au mortier contre Nouakchott, capitale de la Mauritanie. Plusieurs obus ont éclaté à proximité du palais présidentiel. Les patriotes sahraouis, dont le territoire national est occupé par les troupes marocaines et mauritaniennes, n'hésitent pas à frapper les régimes annexionnistes sur leurs territoires. L'offensive récente, probablement accompagnée d'opérations de diversion au Sahara et à la frontière montre l'incapacité du régime d'Ould Daddah, pourtant fortement soutenu par Has-

san II et par l'impérialisme français, de contrôler la situation. De son côté le Front Polisario, assuré d'importantes sympathies dans la population mauritanienne, montre une grande capacité de mobilité et d'offensive.

Rappelons qu'en juin 1976, le Polisario avait mené une offensive du même type contre Nouakchott, au cours de laquelle le secrétaire général du Front El Ouali était tombé. Le 1^{er} mai de cette année, c'était le centre minier de Zouerate que le Polisario parvenait à toucher. Au moment où le

Maroc et la Mauritanie réussissent à imposer l'expulsion de la délégation du Sahara au sommet de l'O.U.A., le Front Polisario fait une fois de plus la démonstration par les armes qu'il est impossible de ne pas tenir compte de la lutte du peuple sahraoui ou de la passer sous silence.

A la suite de son expulsion du sommet de l'O.U.A., le Front Polisario avait déclaré : «L'O.U.A. continue d'être l'objet de pressions et de chantage de la part de certains chefs d'Etat qui, loin de s'identifier à la cause de l'Afrique,

agissent contre les intérêts de celle-ci. Ainsi le gouvernement gabonais... vient de s'illustrer par une attitude indigne en interdisant au représentant unique et légitime du peuple sahraoui, le Front Polisario, l'accès à la conférence de l'O.U.A. C'est là un précédent dangereux qui instaure un arbitraire inadmissible, et cette décision unilatérale, nous le savons, est contraire au souhait de la majorité des pays de l'O.U.A. C'est la voix d'un peuple en lutte qu'on essaie d'étouffer là où il est absolument légitime qu'elle se fasse entendre».

Organisation de l'Unité Africaine

LES DÉBATS CONTINUENT

Après la scandaleuse expulsion de la République Sahraouie Démocratique du sommet des chefs d'Etat de l'Organisation de l'Unité Africaine, les divisions ont continué à apparaître sur la question de la corne de l'Afrique et du Zaïre. Mengistu, chef de la junte éthiopienne du DERG, a violemment accusé la Somalie et le Soudan d'entreprendre une «conspiration» contre son régime, attribuant ses difficultés croissantes aux interventions extérieures. De son côté Niméri, président du Soudan a dénoncé l'influence de l'URSS : «Nous connaissons ce camp, qui a préparé des coups d'Etat dans notre pays». Mobutu, président du Zaïre a remis en cause un rapport de l'OUA qui concluait à l'impossibilité de déterminer les responsabilités dans l'invasion de la province du Shaba.

Les mouvements de libération présents ont appelé les Etats africains à se mobiliser pour soutenir la lutte des peuples d'Afrique Australe. Nujoma, dirigeant de la Swapo (organisation de lutte du peuple de Namibie) a demandé à l'OUA de fournir les moyens de défense et des armes aux «enfants de Soweto» contre le régime raciste de Pretoria. Mugabe, dirigeant de la ZANU du Zimbabwe a déclaré qu'il devait rencontrer le ministre britannique Owen, mais qu'il caractérisait le plan anglo-américain comme «un complot pour installer un gouvernement néo-colonial». Mugabe a également rejeté la proposition d'une «Force de paix» du Commonwealth au Zimbabwe.

Le président du Nigeria



«Donner des armes aux enfants de Soweto»

Obasango a souligné la nécessité d'éviter les conflits entre les Etats Africains, accusant «les machinations de nos prétendus amis de l'extérieur» de les attiser. Il a proposé la création d'un organisme spécial doté de pouvoirs pour arrêter de tels conflits et répondre rapidement aux situations de crise sur le continent africain.

THAILANDE : DEUX POLICIERS TUÉS AU COURS D'UNE EMBUSCADE

Deux policiers ont été tués et cinq autres blessés dans une embuscade tendue par les guerilleros du Front Patriotique Thai au Nord-Est de la Thaïlande.

Panama : négociations avec les États-Unis toujours bloquées

Les négociations engagées par le gouvernement de Panama pour redéfinir le traité sur le canal, arrivé à expiration, n'aboutissent toujours pas, alors que le nouveau traité devrait être conclu cette année.

Les Etats-Unis prétendent maintenir un contrôle militaire sur le canal et une certaine souveraineté sur la zone.

Le gouvernement de Panama veut récupérer la zone de Panama et recevoir des Etats-Unis, qui continueraient à contrôler le canal, 300 millions de dollars de location par an jusqu'à l'an 2 000. Pour le moment, les USA ne proposent qu'un «partage des bénéfices» de l'ordre de 30 ou 50 millions de dollars par an. D'importantes manifestations ont eu lieu la semaine dernière à Panama, exigeant le retrait total de la présence américaine et l'organisation d'un référendum populaire.

Allemagne : collaboration syndicats-gouvernement plus difficile

Le président du syndicat allemand DGB a annoncé qu'il refusait de participer à la réunion tripartite (gouvernement, patronat, syndicats) qui devait avoir lieu aujourd'hui. Officiellement, il veut protester contre le recours devant la Cour Constitutionnelle de plusieurs organisations patronales contre la loi sur la cogestion. En fait, les directions syndicales, devant la montée constante du chômage, doivent donner l'impression aux travailleurs qu'ils ne poursuivent pas la même politique de collaboration.

Suisse : répression contre une manifestation contre le programme nucléaire

Plusieurs milliers de manifestants ont tenté dimanche d'occuper le site de la centrale de Groesgen pour protester contre le programme nucléaire du gouvernement suisse. La manifestation a été durement réprimée, avec des grenades lacrymogènes et des balles en caoutchouc. Les organisateurs de la manifestation ont été poursuivis.

Turquie : échec d'Ecevit pour constituer un gouvernement

A la suite des élections du 5 juin, Ecevit, adversaire de l'ancien premier ministre Demirel, a tenté de former un gouvernement social-démocrate. L'Assemblée Nationale lui a refusé la confiance par 299 voix contre 217 et 2 abstentions. Les partis de droite vont entreprendre des négociations pour tenter de former une coalition gouvernementale.

Le PC italien en URSS : pas de soutien à Carrillo

La rencontre qui vient d'avoir lieu entre une importante délégation du PCI, conduite par Pajetta et le parti de Brejnev n'a pas été marquée par une prise de position sur les attaques de Temps Nouveaux contre Carrillo. A travers Carrillo, c'étaient les partis révisionnistes d'Europe de l'Ouest et leur volonté d'acquiescer une certaine indépendance par rapport à l'URSS qui étaient pris pour cible, d'autant que les partis italien et français apparaissent comme proches du pouvoir.

Dans le communiqué issu de cette rencontre, on ne trouve rien qui marque un désaveu des attaques contre Carrillo. Les rapports entre les différents partis sont définis à peu près dans les mêmes termes qu'à la conférence de Berlin-Est l'année dernière, c'est-à-dire de manière très ambiguë. D'autre part, le communiqué mentionne le soutien à la prétendue politique de «détente» de Brejnev, politique destinée à masquer ses préparatifs de guerre.

LIBAN :

DES NOUVELLES DU SUD

● Les forces fascistes qui collaborent avec les sionistes au sud font tout pour gêner les habitants des villages frontaliers : il y a quelque temps, elles ont détourné une ambulance qui transportait la dépouille d'une vieille femme vers le village de Aïta Al Chaab et ont fouillé le corps.

● Les sionistes sont exaspérés des bonnes relations qui règnent entre plusieurs villages frontaliers où vivent des gens de confessions différentes. Ils ont dirigé leurs tanks vers le village de Yarin. Vers la fin du mois de mai, les sionistes ont attaqué le village, mais la population a opposé une grande résistance : un seul villageois a été blessé. Les sionistes ont détruit la maison de deux personnes, brûlé la voiture d'un instituteur. Mais les forces sionistes n'ont pas pu pénétrer au

village et 6 Israéliens ont été blessés.

● Les ouvriers agricoles de la région de Sour ont réussi à obtenir une augmentation du salaire journalier, une diminution des heures de travail et des mesures sur les conditions de travail, et cela avec la participation de l'Union des travailleurs de Palestine, vu le nombre important d'ouvriers agricoles palestiniens.

● Les habitants du sud se plaignent des démarches coûteuses et bureaucratiques imposées par l'Etat pour toucher des prêts destinés aux régions sinistrées. Pour faire toutes les démarches, le paysan est souvent obligé de payer de fortes sommes (500 LL en papiers administratifs, timbres, etc.) plus des journées de travail perdues, ce qui équivaut souvent à sa paie d'un mois.

LA GAUCHE ET LE SYNDICALISME AGRICOLE 1

La stratégie du PS

AMASSER DES VOIX !

L'exemple du pays de Léon évoqué dans le Quotidien de jeudi dernier (30 juin), souligne bien la conception du syndicat défendue par les agriculteurs capitalistes et ceux qui aspirent à le devenir. En fait, l'unité du syndicalisme agricole est le résultat d'une insistance forcée de la bourgeoisie pour garantir l'identité des intérêts au sein de la paysannerie. La FNSEA, centrale syndicale qui se veut unique, après avoir échoué à la libération dans la tentative pour représenter toutes les catégories de

travailleurs de la terre est maintenant menacée.

Tout d'abord, de l'intérieur puisqu'une quinzaine de départements refusent de suivre les directives fédérales, ensuite de l'extérieur avec le développement du MODEF, du MONATAR et enfin du Mouvement Paysans-Travailleurs pour citer l'essentiel des organisations opposées à la «Fédération».

«Il est curieux de voir comment des capitalistes utilisent le fait que le travail et le capital sont réunis, du fait de la propriété des moyens de production par les paysans, pour justifier l'impossibilité de les opposer ; pour nier la lutte des classes». Ce paysan qui s'étonne ainsi, a rompu avec la FNSEA quand il a compris que non seulement, les dirigeants professionnels, mais encore les responsables politiques du pays, trouvent leur compte dans l'exploitation de ce mythe unitaire. Amédée Mollard le souligne dans le livre «Paysans Exploités» ; «C'est qu'en effet, l'exaltation de l'unité paysanne et du particularisme paysan par la bourgeoisie au pouvoir lui permettait d'obtenir l'appui politique des campagnes, en se portant garante de la défense des exploitations familiales et en isolant les paysans de la classe ouvrière. Mais il y allait aussi de l'intérêt des gros agrariens, qui pouvaient faire prévaloir de cette façon leur seul point de vue à la tête des organisations unitaires qu'ils dirigeaient le plus souvent».

Dès lors que le vice de constitution de ce syndicat «unitaire» est compris par les paysans, deux courants se dégagent. Tout

d'abord, ceux qui entendent organiser l'opposition interne et ceux qui s'organisent en dehors de la FNSEA.

En 1969, des dirigeants professionnels d'Indre-et-Loire, du Morbihan et du Puy-de-Dôme, créent la Fédération Française de l'Agriculture (FFA). Réactionnaire et passiste, leur doctrine est fondée sur l'idéologie des agrariens de l'entre-deux guerres. Dirigés, ou plutôt manipulés par les représentants des propriétaires fonciers attachés à la propriété familiale, les paysans, assez peu nombreux au demeurant, de la FFA, ont plusieurs fois agressé des piquets de grève d'ouvriers de coopératives laitières en lutte.

A l'extrême opposé, le mouvement Paysans-Travailleurs regroupe les paysans qui constituent un syndicat sur des bases de lutte de classes. Les Paysans-Travailleurs ont choisi l'alliance avec la classe ouvrière pour trouver une issue révolutionnaire à la crise. En octobre, ce mouvement tiendra son congrès sous la forme de «journées d'études», où seront alors déterminées les orientations du mouvement à la veille de 78.

LE PROGRAMME COMMUN A L'ASSAUT DE LA FNSEA

Le PS et le PCF, à la recherche d'un électeurat, contribuent en pesant sur la FNSEA, au développement des divers courants politiques à la campagne. Le PCF joue principalement la carte du MODEF dont il contrôle largement toutes les structures. Cependant, comme le PS, il influence certains syndicats départementaux de la FNSEA.

Une quinzaine de départements sont considérés comme oppositionnels à la FNSEA.

Cette opposition interne ne se traduit pas par un affrontement au niveau des instances nationales, mais par l'autonomie de comportement de certaines organisations qui, en droit, font partie de la Fédération.

Dans l'Ouest breton, les militants du PS et leurs alliés conduisent des fédérations départementales sur le chemin de la dissidence. En Loire-Atlantique, en particulier, Bernard Thoreau, présenté comme un paysan proche de la direction du PS, continue à adhérer formellement à la FNSEA, malgré une tentative de rassembler un front des mécontents pour soutenir le programme commun.

Dix-huit fédérations départementales constituent le comité de Guéret, présidé par Roland Viel et dont l'un des vice-présidents est le secrétaire général du MODEF.

Un autre vice-président, Charles Platon, président de la FDSEA de Dordogne atteste de l'intérêt que la gauche a à préserver la façade du syndicalisme «unitaire».

Au Quotidien du Peuple, en septembre dernier, il précisait : «Ici, il n'y a qu'un seul syndicat rattaché à la Fédération nationale et pas autre chose. Cela n'interdit nullement les prises de positions politiques mais, les courants sont à l'intérieur. Chacun sait que je suis au PS. Mon secrétaire général, lui, est au PC, quant au président de la commission fiscale, il est UDR... Il faut savoir écouter tout le monde !»

Comme le comité de Guéret, Bernard Thoreau justifie son attachement au syndicalisme unitaire : «Quand je défends les offices fonciers devant le parti socialiste, je me dois de poser les problèmes en termes généraux d'utilisation de l'espace ; mais, quand je redeviens syndicaliste, en défendant la même chose, je suis dans l'obligation d'améliorer les conditions de vie de mon corps de métier. Il ne faut pas se cacher qu'il y a une bonne part de corporatisme dans le syndicat».

«D'une manière générale, ajoute-t-il, le syndicalisme ne doit être en aucun cas une courroie de transmission du monde politique. Mais il n'est pas non plus apolitique. Il a de toute façon, un projet politique et c'est aux partis d'y répondre».

La tentative du PS pour créer une nouvelle organisation syndicale dite de gauche, a à l'évidence, deux objectifs :

- d'une part, rassembler des voix pour les élections
- D'autre part, si les élections lui sont favorables, il aura au moins son organisation syndicale agricole.

LES LIMITES DU RÉFORMISME

L'illusion est entretenue, par la phraséologie employée, sur les objectifs du PS en parlant de «pouvoir des travailleurs», alors que c'est un syndicat de collaboration de classe qui est proposé.

La ligne syndicale proposée est d'ailleurs claire là-dessus. Pas de luttes face aux firmes du complexe agro-industriel, pas d'indication sur la manière de mener les luttes, si ce n'est des généralités sur «la mise en œuvre d'une politique qui permette au maximum d'agriculteurs de s'insérer...» ou de «politique de prix», de «mécanismes de soutien des marchés». Cette politique, monsieur Debatisse tout supporter de Chirac qu'il soit, la fait très bien déjà ! Alors, le PS peut-il proposer d'autres réformes ?

A propos de la coopération peut-être, «elle doit jouer un rôle privilégié dans la construction de cette économie agricole organisée et planifiée», certainement comme à la COPAL en Bourgogne, Franche-Comté dont la direction qui est «programme commun» étrangle les petits paysans adhérents.

Pas très sûr de la réussite de sa manœuvre, le PS a béni la création du MONATAR (Mouvement National des Travailleurs Agricoles et Ruraux). Pour lui, rival du MODEF, c'est la course à la représentativité, les militants du PS cherchent à prendre de vitesse le PCF et à s'installer.

Etouffoir de la lutte de classes à la campagne, la FNSEA ne peut plus jouer son rôle complètement. Les exploitateurs du travail des paysans, propriétaires fonciers, firmes du complexe agro-industriel, capital financier, commerçants, agriculteurs capitalistes, en perpétuant leur système, produisent les conditions du développement des

luttes à la campagne. Le développement du capitalisme moderne provoque le dépérissement du rôle traditionnel des propriétaires fonciers, comme exploités.

Il n'en résulte pourtant pas une diminution des charges foncières mais c'est principalement le capital financier qui aujourd'hui en tire profit, le Crédit Agricole en étant l'instrument.

A leur perte d'influence économique, correspond leur perte d'influence politique et syndicale, et ce sont les paysans pris à jouer le jeu des firmes, qui dirigent. Les firmes capitalistes en amont et en aval de la production placent leurs hommes pour assurer leur emprise sur le secteur agricole. Elles assurent en outre, un relai au capital financier pour dominer les paysans modernisés et endettés.

Les réformistes PS et leurs alliés du PCF sont prêts à jouer ce jeu en 78 s'ils arrivent au pouvoir. Isolés, propriétaires de leurs moyens de production, les paysans ont à renverser la barrière établie entre eux et les ouvriers. Leur inorganisation réelle en syndicat de classe, est exploitée par la bourgeoisie, de droite comme de gauche qui peut ainsi perpétuer l'alliance réactionnaire avec la paysannerie. Le rôle de la FNSEA est de contribuer à perpétuer cet état de chose.

Pourtant, depuis l'automne 68, les paysans ont à choisir entre deux voies. Celle de la collaboration de classe et celle de la lutte.

Un nombre croissant de paysans travailleurs ont pris conscience, et revendiquent la reconnaissance de leur situation d'exploités, ils refusent d'être chassés de leur terre, réduits à l'exode. Reste pour eux à construire une organisation de classe qui rassemble la masse des paysans exploités.



Mitterrand entouré des responsables du PS de la région d'Aquitaine.

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «*Lettres Nouvelles*»
copyright Édition Denoël 50^e épisode

Mustapha commença de clouer, puis il s'arrêta et m'avertit
— Attention, il y a le chrono.
— Le chrono? Qu'est-ce que c'est?
Il haussa les épaules; je passai à la voiture suivante sans attendre sa réponse. Il arriva de son pas traînant, poussa le petit Marocain, donna quelques coups de marteau et s'arrêta.
— Et vos cheveux? Vous les avez remontés? Vous savez pas ce que c'est, le chrono? C'est le chrono. Il faut aller doucement.

Il me fit une démonstration, interrompue par Bernier qui me demanda de le suivre.

— Venez voir ce que vous avez laissé passer. La voiture qu'il me désigna partait tout à l'avant, dans le secteur des serrures. Bernier grimpa, s'accroupit, et me montra une large déchirure dans le tissu au ras du bourrelet gauche.

Je m'excusai.
— Faites attention la prochaine fois. Si ça tombait sous les yeux de Gilles ou d'un chef d'atelier...

Son visage de petit chien jappeur s'accommodait mal d'un propos sérieux.

— Retournez vite là-bas, sinon ils vont tous vous passer sous le nez. Les défauts, s'entend. Mustapha me guettait. Il m'interrogea.

— J'ai fait des bêtises, dis-je.
— C'est mon travail à moi?
— Oui.

Il se détourna et parut réfléchir.
— Attendez, s'écria-t-il.

Il me rattrapa, et le doigt pointé vers moi, l'œil grave, le nez froncé par l'effort de réflexion, il m'expliqua :

— C'est la quatrième voiture que je fais depuis ce matin. Il vous a conduit aux serrures? Alors, cria-t-il, épanoui, c'est lui qui l'a fait.

Il se frottait les mains de plaisir. Cela m'ennuyait. Déçu, Mustapha secoua la tête.

— Vous avez peur du chef?
— Oui, j'avais peur.

Jusqu'à midi nous travaillâmes sans parler. De temps en temps, je m'adossais au mur et je fermais les yeux pendant quelques secondes. Comment Lucien pouvait-il tenir le coup?

Je restai dans le vestiaire à somnoler sur le banc. Une femme entra et dit qu'il était deux heures moins vingt. J'enfilai mon manteau et descendis. Un café me stimulerait. Quand les moteurs ne tournaient pas et que les hommes étaient partis, j'aimais parcourir les ateliers immenses et regarder les machines en sommeil.

Devant la porte, quand je passai, quelques hommes sifflèrent. Je commençais à m'y habituer. Lucien se tenait là aussi et parlait avec eux. Au grand jour, son visage était gris. Je lui fis un signe de tête. Il me rejoignit.

— Tu vas où?
— Prendre un café.
— Il paraît que Bernier t'a accrochée ce matin.
— Qui t'a dit?
— Le petit qui travaille avec toi.
— Mustapha?
— Oui.

la suite?

Programme télé

MARDI 5 JUILLET

TF 1

19 h 00 - Graine d'ortie
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Tour de France
20 h 00 - TF 1 Actualités

20 h 30 - Festival mondial de la magie
21 h 35 - Une autre vie
22 h 30 - Jubilé de S.M. Elisabeth II
23 h 30 - TF 1 actualités

A 2

18 h 35 - Vacances avec Mathilda, dessin animé
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales

19 h 40 - Flash information
19 h 45 - Détours de France
20 h 00 - Le journal
20 h 35 - Les dossiers de l'écran, quand la médecine devient commerce. Film : *Sept morts sur ordonnance*.
23 h 30 - Les nouvelles

FR 3

18 h 45 - Le club d'Ulysse, le photographe animalier
19 h 05 - Caractères
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre, l'union pacifiste de France
20 h 30 - Le Blanc, le Jaune et le Noir, western italo-franco-espagnol
22 h 10 - FR 3 Actualités

je souscris pour
les 10 millions
dès aujourd'hui
... F

PAR CCP - CHÈQUE BANCAIRE - VIREMENT - MANDAT :
QUOTIDIEN DU PEUPLE, CRÉDIT LYONNAIS
AGENCE 24 470 - Compte 7713 J.

ABONNEZ-VOUS
AU
QUOTIDIEN DU PEUPLE

Nom
Prénom
Adresse

Abonnement normal : 300 F
Abonnement de soutien : 500 F
Abonnement de soutien : ... F

Mode de versement :
en une fois
en trois fois (échelonné sur trois mois)

manifeste

pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste

Manifeste pour le Socialisme 8 F + 2 F de port

le n° 4.5.6 est paru

N° 4.5.6 10 F

LUTTE SANTÉ SECURITE



Travaux des premières Assises Nationales
contre la Pollution Industrielle et les
Maladies Professionnelles. Juin 1977

Lutte Santé Sécurité, revue du Comité de Liaison et d'Information sur la Santé et les Conditions de Travail (CLISACT) vient de paraître.

Au sommaire, les travaux des Assises contre la pollution industrielle et les maladies professionnelles.

Toutes les commandes et les règlements (chèques à l'ordre du CLISACT) sont à envoyer directement au CLISACT :

Le numéro spécial 10 F (+ 2 F de port)
CLISACT - 56 RUE DES GUIPONS
94 800 VILLEJUIF

TÉLÉPHONEZ



AU
QUOTIDIEN

636.73.76.

DE 13 H A 18 H 30

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

"COTE D'OPALE"

les plages populaires

ça existe mais...

Le littoral du département de la Somme (qu'on appelle pompeusement la Côte d'Opale) offre une dizaine de stations balnéaires variées — falaises, grandes plages de sable ou de galets — qui sont très fréquentées pendant les mois d'été. Les touristes sont pour une très grande majorité originaires de la région Picardie, puis dans une moindre part, de la Région Nord-Pas-de-Calais et enfin de la Région Parisienne. Dans l'ensemble, les séjours sont de courte durée et l'origine sociale est franchement populaire : employés, mineurs, ouvriers qui font au maximum deux cents kilomètres pour tenter de se reposer et se changer les idées. Il faut bien dire tenter, car ces stations sont loin d'offrir aux estivants ce qu'ils seraient en droit d'attendre. Et si on compare avec des stations huppées comme le Touquet ou Hardelot, on s'aperçoit qu'on a vraiment affaire à des « plages du pauvre ».

UNE RÉGION DÈSHÉRITÉE

Si on examine en particulier les plages comprises entre les baies de la Somme et de l'Authie, on constate qu'il s'agit d'un pays franchement sous-développé. C'est une zone appelée Marquenterre, constituée de terres gagnées sur la mer dans des temps reculés, avec dunes, marais, molières et bas-champs, où il n'y a pratiquement aucune industrie si l'on excepte la sucrerie de Rue (le chef-lieu de canton), sucrerie qui emploie l'hiver une centaine de travailleurs. Ce qui fait que le tourisme est pratiquement la seule activité économique du secteur. Les commerçants tiennent donc le haut du pavé. L'emploi est essentiellement saisonnier. En dehors des mois d'été, il n'y a pas de travail du tout. C'est dire que les touristes sont particulièrement attendus !

Les stations sont des villages peu importants : le Crotoy (petit port de pêche) a 2 500 habitants, Fort-Mahon en a à peine 1 000, Quend 1 300 et Saint-Quentin en Tourmont 300 ; hor-

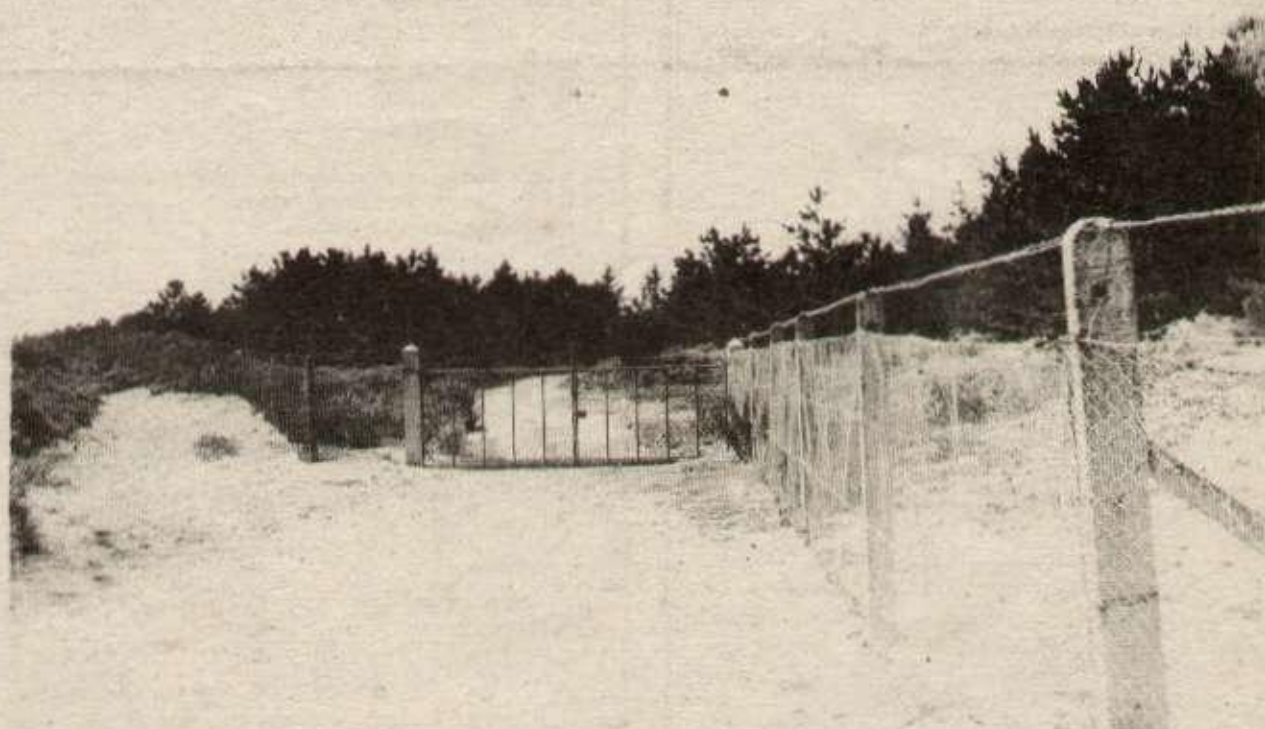
mis cette dernière commune qui constitue un cas particulier, les populations des communes se trouvent multipliées par dix ou quinze pendant les mois de juillet et août. Cela pose évidemment beaucoup de problèmes d'urbanisme, de salubrité, d'adduction d'eau, de sécurité. A titre d'exemple, il n'y a un médecin pour Fort-Mahon et Quend que depuis le 1^{er} avril 1977. Avant, c'étaient les médecins de Rue (à 15 km) qui se déplaçaient. Avec les embouteillages, le non-repérage des villas (pas de numéros), l'évacuation d'un blessé ou d'un malade vers l'hôpital d'Abbeville, est de toutes façons un exploit. Et un médecin pour trente ou trente-cinq mille habitants, c'est plutôt insuffisant ! L'été, on manque souvent d'eau et les chutes de tension du courant électrique sont fréquentes. L'évacuation des ordures nécessiterait la construction d'une usine — à faire payer aux contribuables de Quend et Fort-Mahon.

« C'EST CHER POUR CE QUE C'EST ! »

Bien entendu, il n'y a pas dans le secteur, d'hôtels trois étoiles, ni d'installations de grand luxe. La plupart des établissements ne sont pas classés, ce qui ne les empêche pas de pratiquer des prix élevés. Il faut 20 F pour manger un maigre steak-frites. Le prix des meublés varie entre 1 500 et 3 000 F pour un équipement minimum, souvent loin de la plage. Beaucoup de gens louent n'importe quoi aux estivants et vont même jusqu'à baptiser appartement meublé un garage équipé d'un lavabo et d'un lit. Il y a des virtuoses du meublé qui ne vivent que de cela, en louant des cabanons serrés au fond d'une cour étroite. Dans les magasins, tout est hors de prix : les étiquettes commencent à valser le

vendredi avec l'arrivée des premiers estivants et ça baisse le mardi quand les légumes ne sont plus très frais. Bien des articles sont deux fois plus chers que dans les villes.

Quant aux campings, c'est encore pire ! Par exemple, le grand camping du Crotoy (voir photo), tout près de la plage où sont entassées des centaines de tentes et de caravanes sans possibilité d'en faire le tour ! En fait, c'est une grande étendue de sable caillouteux, sans emplacements délimités, sans le moindre arbuste pouvant apporter un peu d'ombre ou protéger les campeurs des vents d'ouest, avec des installations sanitaires rudimentaires et en nombre nettement insuffisant. Ce n'est plus le HLM, c'est presque le bidonville !



L'art et la manière de s'accaparer un chemin public (Domaine de Marquenterre à Saint-Quentin en Tourmont).

L'EXPLOITATION DES JEUNES

Le tourisme étant la seule activité susceptible d'offrir quelques emplois, les travailleurs de la région ne peuvent que se ruer sur les postes qu'on leur offre. Ce sont surtout des jeunes, sortant de l'école, qui sont employés, les employeurs

manipuler des caisses de légumes dans les épiceries, nettoyer la maison de la patronne, etc. Et puis ça ne dure que deux ou trois mois.

Certains élèves du CES travaillent à partir du mois d'avril ou du mois de mai

Quend-Plage ; ils constituent même une section électorale et votent pour deux conseillers municipaux. Eh bien, ces électeurs sont

des commerçants, qui n'habitent pas Quend l'hiver et vivent de leurs revenus des mois d'été. Cela prouve que ça rapporte gros !

DES ÉCOLOGISTES D'UN NOUVEAU GENRE

Si nous avons plus haut excepté la commune de Saint-Quentin en Tourmont, c'est qu'elle constitue un cas particulièrement étrange. C'est en effet la seule commune de France située sur le bord de mer et qui ne possède aucun accès au rivage ! Il y a donc là une douzaine de kilomètres de sable fin où il est pratiquement impossible de mettre les pieds. Cette situation est due au fait que deux propriétaires fonciers occupent tout le terrain côtier et qu'aucun chemin public ne traverse leurs propriétés. Cela représente la bagatelle de trois à quatre mille hectares de dunes et de garennes.

L'un des propriétaires, « monsieur Jeanson », en possède trois mille à lui tout seul. Ses terres n'ont pas été achetées, mais conquises sur le domaine public maritime grâce à des digues et des remblais. Il y a quelques jours, une Association de Défense du Littoral Picard a fait passer un communiqué dans le « Courrier Picard » pour protester contre une nouvelle annexion de terrain d'environ 17 hectares. Suprême astuce, une partie de ces terres gagnées sur la baie de Somme, a été mise par Jeanson au nom d'une association type loi 1901, qu'il contrôle entièrement. Dans cette zone où de nombreux habitants des villages voisins avaient l'habitude de chasser ou pêcher, il y a maintenant un parc ornithologique superbe, où l'on

paye huit francs de droit d'entrée et où les amateurs d'oiseaux peuvent suivre les tentatives de réacclimatation de cigognes ou spatules. Ce qui fait que notre homme n'hésite pas à se faire passer comme un écologiste, lui qui a su « arrêter les dunes, assécher les bas-champs, faire planter des résineux et des oyats » (au frais de l'Etat qui subventionne), et suprême insolence « protéger le site des touristes envahissants qui salissent tout » !

Ajoutons que ce seigneur de village emploie une trentaine d'ouvriers mal payés à la culture de jacinthes et glaïeuls, qu'il a dans son domaine une école elle aussi subventionnée par l'Etat, où, sous prétexte d'apprendre l'horticulture, les élèves emportent des cagots de bulbes à longueur d'année, et ce, gratuitement ! Pour en finir avec ce personnage des plus intéressants (il n'est pas le seul dans le coin, hélas), ajoutons que les gardes qu'il paye pour surveiller son domaine, n'hésitent pas à percevoir des amendes auprès des naïfs qui se sont égarés en zone interdite et préfèrent payer plutôt que de se faire traîner en justice.

S'il n'y avait pas tous ces forbans sur la côte, assurément, il y ferait bon passer des vacances, car c'est tout de même un paysage agréable. Mais pour eux, le prolétaire en vacances, c'est d'abord un pigeon à plumer et tous les moyens sont bons...

| TARIF | |
|------------------|------|
| CAMPEUR | 145 |
| ENFANT 2 à 8 ans | 0,75 |
| GARAGE | 0,75 |
| VOITURE | 0,75 |
| VISITEUR | 150 |

Tous les moyens sont bons... le camping des Dunes au Crotoy.

espérant dans leur « mal-léabilité » ou leur « ignorance ». Bien souvent, même les hôteliers ou épiceries n'hésitent pas à embaucher des jeunes d'âge scolaire de quatorze ou quinze ans, sans les déclarer et en leur donnant un salaire minable. Témoin cette fille de quinze ans, encore élève au CES de Rue (en classe pratique) qui racontait à sa maîtresse qu'elle avait travaillé à Quend-Plage pendant ses vacances de Pâques et qui demandait si dix francs par jour, c'était un bon salaire ou pas ! Souvent, les salaires ne dépassent pas mille francs par mois avec des journées de dix ou douze heures, à faire la plonge ou

quelques jours par semaine. Le taux d'absentéisme dans les classes pratiques du CES de Rue approche 30%. Le nombre d'analphabètes dans ces classes est très élevé...

Une telle exploitation de la main-d'œuvre saisonnière assure des profits importants aux employeurs. Ainsi, le cas de Quend-Plage est tout à fait significatif. Quend-Plage est du point de vue administratif, un « hameau » de la commune de Quend qui n'a qu'une demi-douzaine d'habitants l'hiver. Il n'y a donc pratiquement personne et on ne peut s'empêcher de rêver en voyant tous ces logements vides. Il y a cependant une centaine d'électeurs à